



ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX – SYNTHÈSE DU RAPPORT COMPLET

COMMUNE NOUVELLE D'AVRANCHES, MARCEY-LES-GREVES ET SAINT-SENIER-SOUS-AVRANCHES

2021



Juliette Molinero

Expertise et Ingénierie Sociale

Smart



TABLE DES MATIERES

EN PREAMBULE	4
UNE DEMARCHE MUTUALISEE	6
LA NOTION « D'INCLUSION SOCIALE » EN REPONSE AUX NOUVELLES QUESTIONS SOCIALES	9
LA MOBILITE : UN PROCESSUS DYNAMIQUE DES MOUVEMENTS DANS L'ESPACE SOCIAL	10
LES ENJEUX « D'INCLUSION » ET DE « MOBILITE » : LES CONSTATS COMMUNS	12
DES ENJEUX GENERAUX DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET DE COHESION SOCIALE.....	14
DES ENJEUX SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS.....	16
PORTRAITS DES TERRITOIRES :	18
LA COMMUNE NOUVELLE D'AVRANCHES	20
LE TERRITOIRE DE MARCEY-LES-GREVES	26
LE TERRITOIRE DE SAINT-SENIER-SOUS-AVRANCHES	30
EN CONCLUSION	34
LISTE DES STRUCTURES PARTICIPANTES	34

EN PREAMBULE

L'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) répond à une obligation légale des CCAS (Centres Communaux d'Action Sociale) et CIAS (Centres Intercommunaux d'Action Sociale). Elle doit être réalisée au cours de l'année civile qui suit le renouvellement des conseils municipaux. **Largement développée depuis la loi de janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, l'ABS est aujourd'hui un processus crucial permettant d'identifier les caractéristiques d'un territoire et ses potentialités.**

Outil d'aide à la décision, elle permet aux institutions locales d'élaborer des projets territoriaux adaptés. C'est également une démarche clef favorisant le partenariat et l'interconnaissance. Cela implique à la fois une méthodologie rigoureuse et un véritable travail de coordination. C'est en ayant conscience de l'intérêt d'une telle démarche qu'une approche qualitative a été privilégiée : ancrée sur le territoire et partagée avec les acteurs concernés.

Ce travail a été mené sur la Commune Nouvelle d'Avranches, la commune de Marcey-les-Grèves et celle de Saint-Senier-sous-Avranches. Les résultats de cette étude sont largement issus de l'implication d'une pluralité d'acteurs. En complément de l'investissement des commanditaires, des remerciements sont à adresser à l'ensemble des personnes participantes pour leur contribution tout au long de cette démarche : élus locaux, professionnels de l'intervention sociale, acteurs associatifs bénévoles et habitants volontaires.

Ce présent document rapporte la synthèse du travail réalisé de mars à septembre 2021 et en expose les conclusions.

UNE DEMARCHE MUTUALISEE

Vers des objectifs communs :

Les finalités de ce travail visent à **identifier les enjeux sociaux globaux des territoires et d'y identifier les besoins des habitants**. Les trois commanditaires ont fait le choix de **mutualiser ce travail en le ciblant vers les enjeux liés à la « mobilité » et ceux liés à « l'inclusion sociale »**.

Une approche qualitative et de proximité :

La réalisation a été externalisée vers une professionnelle qualifiée en la matière. L'accompagnement proposé est influencé par les Sciences Humaines et Sociales. Une méthode partagée entre les différents protagonistes a permis de dresser un bilan commun des enjeux présents sur les territoires. Au-delà d'une simple concertation, l'idée est d'aboutir à des projets réfléchis collectivement dans le but de répondre de la manière la plus adaptée et pertinente aux besoins de la population.

Une mission « coconstruite » :

Les objectifs et une partie de la méthodologie de ce travail ont été construits conjointement. Un comité de pilotage (COFIL) a été mis en place regroupant les commanditaires et les acteurs partenaires souhaités. Il représentait l'instance décisionnaire et de coordination de la démarche.

Afin de suivre l'avancée de l'ABS, 6 réunions ont été organisées au cours des 7 mois de travail.

CADRE METHODOLOGIQUE : LES TROIS ETAPES « DE ROUTE »

Résumé des trois étapes méthodologiques :

En respect du cahier des charges validé par les parties prenantes de la mission, celle-ci a été découpée en trois « étapes » de travail :

- . La réalisation du diagnostic des trois territoires, comprenant l'étape d'enquête de terrain (mars à juin 2021),
- . L'analyse des données issues de l'enquête et l'élaboration des préconisations d'action (juin à septembre 2021),
- . Puis la rédaction et la restitution des résultats (septembre 2021).

Le travail de recueil de données :

Une enquête de terrain a été menée de manière à recueillir des données sociodémographiques (quantitatives) **ainsi que des éléments qualitatifs** permettant d'analyser les enjeux sociaux présents sur les territoires. Pour cela, plusieurs outils d'enquête ont été déployés :

- . Un questionnaire a été diffusé (version papier et numérique) sur l'ensemble du mois d'avril 2021. **Au total, 459 réponses au questionnaire ont été comptabilisées.**
- . En complément, des échanges ont été réalisés sur chaque territoire auprès de la population (de type « micro-trottoir » et/ou des entretiens téléphoniques). **Au total, environ 25 échanges ont eu lieu avec les habitants.**
- . De plus, des entretiens qualitatifs auprès des professionnels de l'intervention sociale, acteurs associatifs bénévoles et élus locaux ont été réalisés. **Au total, 47 entretiens ont été menés.**

L'analyse des données recueillies :

La démarche se voulant participative, **une partie de l'analyse a été réalisée collectivement**. En cohérence avec les deux thématiques souhaitées par les commanditaires, des ateliers collectifs ont été mis en place selon le format suivant :

- . Deux ateliers successifs organisés courant juin 2021 sur le thème de « *l'offre de transports adaptés : des initiatives solidaires à développer ?* »,
- . Deux autres ateliers successifs menés début septembre 2021 autour des enjeux du « *bien-être et des conséquences en matière d'inclusion* ».

Les objectifs étaient de réaliser collectivement une partie de l'analyse des données issues de l'enquête afin d'aboutir à une production collective synthétique, puis d'en proposer des actions éventuelles à inclure dans les conclusions.

La rédaction et la restitution du travail global :

La production des livrables a été réalisée pour septembre 2021 et soumise aux commanditaires pour avis. Les versions définitives ont été transmises courant octobre. Les modalités de restitution et les suites données à ce travail seront à prévoir par les commanditaires.



LA NOTION « D'INCLUSION SOCIALE » EN REPONSE AUX NOUVELLES QUESTIONS SOCIALES

⇒ Une notion en faveur de la lutte contre les exclusions

⇒ Un enjeu de développement local et de cohésion sociale

Cette notion s'inscrit dans un contexte en mutation tant en termes de pratiques qu'en termes de valeurs. Elle renvoie ainsi à une idée conceptuelle d'un **processus alliant des enjeux sociaux, économiques ou encore culturels**. Elle se rattache aux principes généraux de lutte contre les inégalités sociales, d'égalité des chances et d'émancipation citoyenne. Au-delà des situations de « vulnérabilité », elle concerne bien l'ensemble des citoyens d'une société.

« L'inclusion active consiste à permettre à chaque citoyen, y compris aux plus défavorisés, de participer pleinement à la société. » Définition de la Commission européenne.

Finalement, **cette notion concerne l'ensemble des domaines de l'existence où chaque individu peut « gouverner » sa vie** (l'emploi, les loisirs, la culture, l'école, les relations sociales...). Ces éléments démontrent bien les aspects essentiels de ce terme : **sa transversalité et son universalisme**.

LA MOBILITE : UN PROCESSUS DYNAMIQUE DES MOUVEMENTS DANS L'ESPACE SOCIAL

⇒ Vers une étude interactive des dynamiques sociales

⇒ L'analyse des capacités à « être mobile » en société

La mobilité renvoie à des phénomènes spatiaux, mais également sociaux dont les contours sont complexes à définir. S'intéresser à la mobilité ne revient uniquement pas à analyser les déplacements physiques, mais bien à questionner de manière plus globale les comportements, les moyens et les usages contribuant aux « mouvements » des individus en société. **Le défi est de l'analyser comme un phénomène mouvant : « une dynamique sociale ».**

Le concept de « motilité » représente bien cette logique-ci. Il s'intéresse finalement à **la capacité à « être mobile », « l'aptitude à se mouvoir »** ou encore **celle à « créer des interactions »**. Cette définition permet de mettre en avant les corrélations évidentes avec les enjeux « d'inclusion sociale » présentés précédemment.



LES ENJEUX « D'INCLUSION » ET DE « MOBILITE »

LES CONSTATS COMMUNS

DES ENJEUX GENERAUX DE DEVELOPPEMENT LOCAL ET DE COHESION SOCIALE

ENJEUX RELEVES DU TERRAIN	PISTES D'ACTION A DEVELOPPER
L'accès au logement et la qualité de vie :	→ Rappporter les futurs projets urbains vers le concept « d'habitat durable » (source de développement économique, développement durable et approche sociale du logement).
L'accès aux soins : une pénurie de l'offre croissante :	→ Poursuivre les initiatives locales en vue du développement de l'offre sanitaire (en faveur de nouvelles installations), → Alerter les services institutionnels compétents de manière collective en s'appuyant sur les initiatives existantes.
Des moyens de transport individuels prioritaires :	→ Participer aux réflexions collectives intercommunales en faveur d'un réseau de transport collectif (à l'échelle du sud-Manche), → Développer la communication autour de l'expérimentation « Séebus » à travers des outils attractifs et innovants, → Inciter à d'autres pratiques de déplacement en faveur de la « mobilité douce », → Développer le transport adapté à destination des personnes « à mobilité réduite » en s'intéressant aux services existants, → Mettre en œuvre un service de garage solidaire en réponse aux difficultés financières liées à l'entretien et l'accès à un véhicule, → Favoriser la mutualisation des déplacements par de nouvelles pratiques.

Le besoin de mobilisation bénévole :

- Développer la visibilité de l'existant à travers une communication « au plus proche » des habitants,
- Réaliser des « appels à bénévoles ».

Des enjeux de santé mentale : le fait « d'être » en société :

- Favoriser la participation citoyenne par des pratiques « d'empowerment »,
- Coordonner une dynamique locale et collective en matière de « santé mentale ».

L'accueil et l'accompagnement social de proximité :

- Poursuivre les actions en faveur de « l'inclusion numérique » et s'intéresser à des initiatives complémentaires solidaires,
 - Questionner l'accueil des services publics à destination de la population : vers une réflexion autour d'un « accueil social inconditionnel de proximité » ?
-

DES ENJEUX SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

ENJEUX RELEVES DU TERRAIN

PISTES D'ACTION A DEVELOPPER

La « perte d'autonomie » et les situations de « dépendance » :

- Poursuivre et approfondir l'expertise des besoins médico-sociaux (ressources humaines, matérielles et financières),
- Soutenir l'exercice et le recrutement de professionnels au sein des services d'accompagnement à domicile,
- Développer l'offre existante en matière de transport adapté,
- Prévenir les situations d'isolement et questionner des pratiques « d'aller-vers ».

Des enjeux autour du soutien à la parentalité :

- Poursuivre la dynamique partenariale autour de la parentalité,
- S'intéresser au soutien « entre pairs ».

L'insertion professionnelle et sociale des jeunes :

- Développer des lieux inclusifs « entre pairs »,
- Favoriser le développement d'offre de formation.

Des situations de précarité généralisées notamment pour les personnes « éloignées de l'emploi » :

- Créer des passerelles avec les entreprises, services locaux, acteurs associatifs et habitants en faveur de l'insertion professionnelle.

Des besoins d'hébergement temporaire et/ou d'urgence :

- Pérenniser l'accueil et l'accompagnement du Foyer des Amis d'Emmaüs ...
- Vers un projet de lieu d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement « inclusif » à l'échelle de l'intercommunalité.

PORTRAITS DES TERRITOIRES : DIAGNOSTIC SOCIAL PAR COMMUNE



LA COMMUNE NOUVELLE D'AVRANCHES

Bilan de la méthodologie d'enquête :

- 122 réponses au questionnaire diffusé en version papier et en ligne,
- 29 entretiens réalisés auprès d'acteurs professionnels et bénévoles associatifs localisés et/ou concernés par le territoire (en présentiel et/ou à distance),
- 2 entretiens réalisés avec une partie de l'équipe municipale,
- 7 entretiens réalisés avec les professionnels du CCAS,
- Une 10ème de témoignages type « micro-trottoir » aux abords des institutions sociales et des commerces,
- Chiffres issus principalement du dernier recensement de l'INSEE (2018, mis à jour en 2021 selon le nouveau périmètre du territoire) ainsi que des divers diagnostics antérieurs.

Une évolution de la population plutôt stable et des habitants vieillissants

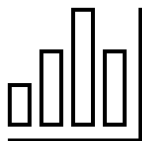
10 246 habitants (au 1/01/21)

La « ville-centre » de la Communauté d'Agglomération Mont Saint-Michel Normandie

18,5% de personnes âgées de 60 à 74 ans

15,3% de personnes âgées de 75 ans et plus

Plus de 30% des personnes âgées de 65 à 79 ans vivant seules (en 2018)



Une mixité sociale et une « taille » des ménages en diminution

Les couples avec enfant(s) concernent environ 31% des ménages
Les familles monoparentales représentent environ 17% des foyers

Une commune attractive et une demande croissante de logement

87% des logements sont des résidences principales
58% des personnes de plus de 15 ans exercent au sein de la commune
43% des répondants à l'enquête déclarent utiliser un véhicule motorisé

Des profils professionnels mixtes et une part conséquente des personnes retraitées

Plus de 35% de personnes retraitées (en 2018)
Plus de 15% de personnes employées (en 2018)
Légèrement moins de 15% de personnes ouvrières et de professions intermédiaires (en 2018)
Un taux de chômage de 5,40% (en 2019)

Des situations de précarité constatées

Un taux de pauvreté (hors personnes sans-abris) estimé à 14% (en 2018)
1/3 des répondants à l'enquête déclarent un « reste à vivre » de 200 euros et/ou moins
550 bénéficiaires du RSA recensés par le Département (file active en 2020)

Atouts

(Forces constatées et exprimées)

Cadre de vie :

- . Un environnement et des conditions de vie appréciés par les habitants
- . Un niveau de vie moyen plutôt « positif » et une certaine mixité sociale présente

Offre de services :

- . La centralisation des services de proximité et des institutions publiques au sein de la commune
- . L'offre de commerces de proximité diversifiée
- . La pluralité des structures associatives et équipements nécessaires à la vie communautaire

En matière de solidarité :

- . La dynamique partenariale existante (entre partenaires et/ou acteurs associatifs)
- . La proximité des réponses et la réactivité des services à caractère social

Limites

(Faiblesses constatées et exprimées)

Vieillesse de la population :

- . Des problématiques liées à la perte d'autonomie et la dépendance à anticiper (inadaptation des logements, accompagnement à domicile, manque d'offre d'hébergement, isolement...)

Des problématiques autour du logement :

- . Une saturation de l'offre de logement
- . Des problématiques d'accès concernant les logements sociaux et les logements temporaires (saturation de l'offre, critères d'attribution, liste d'attente...)
- . Les problématiques de « mal logement » (vétusté, incurie, conflit de voisinage...)

Accès aux soins :

- . Une offre sanitaire en déclin face à des besoins en essor (pénurie de médecins traitants et de praticiens spécialistes, besoin de consultations à domicile, accès aux soins spécifiques, etc...)

Les limites de déplacement :

- . Les difficultés de déplacement pour les personnes sans moyen de locomotion motorisé et/ou à « mobilité réduite » (un manque de transport adapté et d'offre de transport collectif)
- . Le manque d'aménagement piéton et cycliste (sécurisant)

Des situations de précarités réelles :

- . Des problématiques de précarité accentuées (essor des familles monoparentales, « nouveaux profils » de personnes en demande d'accompagnement social...)
- . Le manque d'emploi non qualifié combiné à un manque d'offre de formation (impactant l'employabilité des personnes dites « éloignées de l'emploi »)

Vie locale et équipement :

- . Un manque de ressource bénévole influant l'activité des associations
- . Un manque d'infrastructure exprimé à destination des enfants et des jeunes

Opportunités

(Constats potentiellement bénéfiques)

La localisation : l'attractivité de la commune au vu de son emplacement (axe routier)

Des projets communaux en cours : projets de rénovation/réhabilitation, aménagement en faveur de la « mobilité douce », etc...

Des réflexions extracommunales en cours : autour de la mobilité, autour des questions de santé et santé mentale...

Menaces

(Constats potentiellement limitants)

La participation citoyenne peu active

La lisibilité de l'existant et le besoin d'interconnaissance en matière de solidarité :

- . Des services existants, mais parfois peu connus et/ou mal lisibles
- . L'interconnaissance entre les structures et la transversalité des projets

L'accompagnement de proximité questionné au vu des évolutions institutionnelles et de la dématérialisation des services publics

Le CCAS, référent de l'action sociale locale :

La démarche d'ABS s'inscrit dans un contexte territorial mouvant dans lequel plusieurs réflexions et/ou projets sont en cours de cheminement. Ce projet a été l'occasion d'apporter des pistes de réflexion en ce sens.

L'aide sociale légale

- . Des accompagnements polyvalents en hausse face à l'évolution des institutions publiques,
 - . L'exigence de la réactivité et de l'urgence : le CCAS reste l'interlocuteur de « première ligne » et se voit faire face à des demandes d'habitants orientés directement auprès de la commune.
- Questionner l'organisation de l'aide sociale locale avec les partenaires institutionnels.

L'aide sociale facultative

- . L'aide au portage de repas à domicile ne touche que peu de bénéficiaires.
- Mener une réflexion sur la possibilité d'étendre cette aide financière vers d'autres types de services à domicile.

La politique sociale du territoire autour du logement

- . Une saturation des demandes d'Aide au Logement Temporaire (ATL) et des demandes de logement social.
- Questionner la place actuelle du CCAS (en tant que « gestionnaire des demandes ») en faveur d'un rôle d'accompagnement social (« vers » et « dans » le logement).
-

Une politique d'animation sociale spécifique et ciblée à destination des « séniors » et des « jeunes » . Un siège social assimilé à une certaine image de « misère sociale » (en défaveur du multisite L'Esc'Halles).

→ Poursuivre les réflexions existantes afin de décentraliser les animations et activités du multisite au plus proche des habitants.

Des actions de coordination territoriale en matière d'action sociale . Une dynamique partenariale très présente, appréciée et qui tend à se développer. Néanmoins, des instances collectives connaissent un certain essoufflement.

→ Penser une mission qui viserait la coordination territoriale des multiples réseaux partenariaux (par la collectivité locale).

Pour aller plus loin :

- . Des besoins ont été formulés en matière d'équipement.
 - Une réorganisation de l'existant pourrait permettre de faire l'état des lieux des besoins matériels de l'équipe en faveur de meilleures conditions d'accueil de la population.

- . Une remise en question de la qualité de l'accueil et de l'accompagnement social de proximité.
 - Une réflexion autour du développement d'un « premier accueil social inconditionnel » porté par les collectivités territoriales référentes ?

LE TERRITOIRE DE MARCEY-LES-GREVES

Bilan de la methodologie d'enquête :

- . 255 réponses au questionnaire diffusé en version papier et en ligne (voir la synthèse des résultats en annexes),
- . Une réunion collective organisée avec 6 acteurs associatifs autour des constats et des enjeux observés du territoire (en présentiel),
- . 6 entretiens réalisés avec des habitants (en distanciel),
- . 3 témoignages type « micro-trottoir » aux abords des commerces de proximité (en présentiel),
- . 5 entretiens réalisés avec un travailleur social ainsi une partie de l'équipe municipale (en présentiel)
- . Chiffres principalement issus du dernier recensement de l'INSEE (2018)

Une commune familiale et une population âgée

1 292 habitants (en 2018)

34,5% de personnes âgées de 60 ans et plus (en 2018)

Environ 50% des répondants à l'enquête étaient âgés de 55 ans et plus

15% de personnes célibataires (en 2018)

46% des personnes âgées de plus de 80 ans vivent seules (en 2018)

Une commune résidentielle en expansion

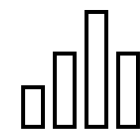
75,5% de propriétaires
3% de personnes locataires d'un logement social

Une population active salariée et mobile

78,8% d'actifs salariés (en 2018)
85,7% des actifs travaillent en dehors de la commune
Un revenu médian disponible par unité de consommation supérieur à la moyenne nationale
20 accompagnements liés au RSA recensé par le Département (en 2020)

Des déplacements motorisés et individuels

Plus de 90% des habitants déclarent se déplacer en voiture
En 2018, 6% déclaraient ne pas se déplacer



Atouts

(Forces constatées et exprimées)

Cadre de vie :

- . Un environnement et des conditions de vie appréciés par les habitants
- . Un niveau de vie moyen plutôt « positif » et une certaine mixité sociale présente

Offre de services :

- . Les services scolaires appréciés et un rôle central de l'école au sein de la vie locale
- . Des associations existantes et connues des habitants
- . Des commerces de proximité appréciés

Limites

(Faiblesses constatées et exprimées)

Vieillesse de la population :

- . Des problématiques liées à la perte d'autonomie et la dépendance à anticiper (inadaptation des logements, accompagnement à domicile, manque d'offre d'hébergement, isolement...)

Accès au logement :

- . Une saturation de l'offre de logement

Accès aux soins :

- . Une offre sanitaire en déclin face à des besoins en essor (pénurie de médecins traitants et de praticiens spécialistes)

Les limites de déplacement :

- . Les difficultés de déplacement pour les personnes sans moyen de locomotion motorisé et/ou à mobilité réduite (une offre de transport limitée)
- . Le manque de sécurité des infrastructures piétonnes et cyclistes

Vie locale et équipements :

- . Une offre d'activités locales limitées pour des tranches d'âge de 30 à 50 ans ainsi que pour les jeunes adolescents
- . Un manque de vie locale exprimé (manque de lieux de rencontre...)
- . Un manque d'infrastructure exprimé à destination des enfants et des jeunes

Opportunités

(Constats potentiellement bénéfiques)

Localisation : l'emplacement géographique apprécié (proche des axes routiers attractifs et de la Commune Nouvelle d'Avranches)

Des projets communaux en cours :

- . La volonté municipale de redynamiser la vie associative locale
- . Des projets d'urbanisme à venir
- . Le développement d'aménagement en faveur de la « mobilité douce »

Des réflexions extracommunales en cours : autour de la mobilité, autour des questions de santé et santé mentale...

L'investissement des habitants au cours de l'étude : une participation importante des habitants au cours de l'ABS (réponses au questionnaire, présence aux ateliers, entretiens téléphoniques...) et une attente ressentie de ce travail

Menaces

(Constats potentiellement limitant)

Caractéristiques géographiques : l'organisation spatiale de la commune et son étalement

Vie associative :

- . Un « essoufflement » des associations actuelles et notamment de la mobilisation bénévole
- . Peu de connaissance des structures environnantes existantes et des projets des territoires voisins

Complexité des démarches administratives face à l'évolution des nouvelles technologies : des besoins d'accompagnement administratifs à l'usage des outils numériques constatés (accès à l'équipement nécessaire y compris)

LE TERRITOIRE DE SAINT-SENIER-SOUS-AVRANCHES

Bilan de la methodologie d'enquête :

- . 82 réponses au questionnaire diffusé en version papier et en ligne (voir les résultats en annexes),
- . 4 entretiens réalisés auprès des acteurs associatifs et professionnels concernés par le territoire,
- . 4 entretiens réalisés auprès d'autres habitants de la commune,
- . 2 témoignages type « micro-trottoir » au sein du marché communal,
- . Chiffres principalement issus du dernier recensement de l'INSEE (2018).

Une commune familiale et une population vieillissante

1 433 habitants (en 2018)

33% de personnes âgées de 60 ans et plus dont 10% âgées de 75 ans et plus (en 2018)

44,6% des personnes âgées de 80 ans et plus déclarent vivre seules

Une commune résidentielle et attractive

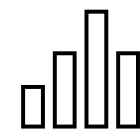
648 logements, principalement résidentiels
76% de propriétaires
3,5% des habitants résident au sein de logement social

Une population active et des professionnels mobiles

74,2% d'actifs dont 69,7% en exercice
78,9% des personnes actives travaillaient dans une autre commune (en 2018)
Un taux de chômage de 5,10% (en 2020) dont plus de 10% âgés de 15 à 24 ans
Un revenu médian disponible par unité de consommation supérieur à la moyenne nationale
6 accompagnements liés au RSA (en 2020)

Des déplacements motorisés et individuels

87% des habitants déclaraient se déplacer en voiture (en 2018)
6,7% déclaraient ne pas se déplacer (en 2018)



Atouts

(Forces constatées et exprimées)

Cadre de vie :

- . Un environnement et des conditions de vie appréciés par les habitants
- . Un niveau de vie moyen plutôt « positif » et une certaine mixité sociale présente

Offre de services :

- . Les services scolaires appréciés et un rôle central de l'école au sein de la vie locale
- . Des infrastructures communales appréciées (en cours de rénovation) dont un équipement extérieur utilisé par les jeunes adolescents
- . Facilité d'accès vers la commune nouvelle d'Avranches

Limites

(Faiblesses constatées et exprimées)

Vieillesse de la population :

- . Des problématiques liées à la perte d'autonomie et la dépendance à anticiper (inadaptation des logements, accompagnement à domicile, manque d'offre d'hébergement, isolement...)

Accès au logement :

- . Une saturation de l'offre de logement

Accès aux soins :

- . Une offre sanitaire en déclin face à des besoins en essor (pénurie de médecins traitants et de praticiens spécialistes)

Les limites de déplacement :

- . Les difficultés de déplacement pour les personnes sans moyen de locomotion motorisé et/ou à « mobilité réduite » (une offre de transport limitée)

L'offre de commerces de proximité :

- . Peu de commerces de proximité locaux existants

Vie locale et équipements :

- . Une offre d'activités locales limitées pour des tranches âge de 30 à 50 ans ainsi que pour les jeunes adolescents
- . Un manque d'infrastructure à destination des enfants
- . Un manque de vie locale exprimé (manque d'interconnaissance entre habitants, manque de lieux de rencontre...)

Opportunités

(Constats potentiellement bénéfiques)

Localisation : Un milieu de vie naturel attractif (proximité de chemins de randonnées, bois...) et axes routiers appréciés

Des projets en cours et/ou en réflexion :

- . La volonté municipale de redynamiser la vie associative locale
- . Des rénovations d'infrastructures communales en cours
- . Des projets de construction de lotissements
- . Le développement d'aménagement en faveur de la « mobilité douce »

Des réflexions extra-communales en cours : autour de la mobilité, autour des questions de santé et santé mentale...

Menaces

(Constats potentiellement limitant)

Des projets sources de tension au sein de la commune :

- . Les travaux urbains à venir sont redoutés par certains habitants
- . L'extension de l'activité de la « carrière d'Apilly » est redoutée par les habitants

Une dynamique collective locale limitée :

- . Une participation citoyenne peu active et un isolement des habitants
- . Peu de vision des difficultés de la population par la municipalité (manque d'interconnaissance réciproque)
- . Un investissement limité des habitants au travail d'ABS

L'accompagnement de proximité questionné au vu des évolutions institutionnelles et de la dématérialisation des services publics

EN CONCLUSION

Ce travail d'ABS est issu d'une commande mutualisée. L'enjeu était d'y identifier les besoins sociaux communs des trois territoires limitrophes, mais présentant des caractéristiques distinctes. **Des constats généraux sont ainsi ressortis de ce travail de terrain notamment autour du logement (offre, accès et qualité de vie), de l'accès aux soins, des mobilités (développement de l'offre et des nouvelles pratiques), de la dynamique associative et citoyenne puis pour finir, autour de l'accueil social local des habitants.**

Par ailleurs, les thématiques ciblées autour des questions « d'inclusion sociale » et de « mobilité » sont des notions aux contours transversaux, liées l'une avec l'autre. C'est pourquoi de nombreuses passerelles sont à effectuer.

Ce travail doit être appréhendé comme un outil permettant d'obtenir une vision globale des enjeux sociaux des communes. Par ailleurs, ce dernier a permis de laisser dans une certaine mesure la place aux habitants d'exprimer leurs besoins, dans un contexte social inédit. Il reviendra par la suite aux collectivités commanditaires de s'en emparer pour poursuivre des projets futurs en faveur d'un développement social local.

LISTE DES STRUCTURES PARTICIPANTES

Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR) Sud-Manche

Caisse d'Allocation Familiale (CAF)

Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT)

Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM)

Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Centre de soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA)

Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) Le Cap

Centre Hospitalier Avranches Granville

Centre Hospitalier de l'Estran

Centre Local d'Information et de Coordination Gériatrique (CLIC)

Centre Médico-Social

Centre social l'Esc'Halles

Cité d'Automne – Résidence Autonomie

Communauté de Communes Mont Saint-Michel Normandie

Commune de Marcey-les-Grèves

Commune de Saint-Senier-sous-Avranches

Commune Nouvelle d'Avranches

Croix Rouge Française

Foyer des Jeunes Travailleurs – Résidence de la Baie (FJT)

Foyer les Amis d'Emmaüs

Maison de la petite enfance - Graine de soleil

Maison des adolescents

Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'Aide et de soins A domicile (MAIA)

Mission locale

Mutualité Sociale Agricole (MSA)

Passerelles Vers l'Emploi

Phaéton

Resto du cœur

Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS) Sud Manche

Solidarité transport

Vélo cité



Juliette Molinero

Expertise et Ingénierie Sociale

Smart